HYDROCARBURES

L'offensive des compagnies asiatiques en Algérie

Les compagnies pétrolières asiatiques ont ébranlé, ce week-end, le monopole exercé par les géants mondiaux sur l'Amont des hydrocarbures en Algérie.

Le président du groupe indonésien Pertamina a annoncé, jeudi, son intention d'investir sur un nouveau bloc pétrolier dans le Sud algérien, alors qu'à l'occasion de la production d'un million de barils sur le champ de Bir Sbaa, le président de la compagnie publique vietnamienne PVEP a montré, hier, son intention de renforcer sa coopération avec la Sonatrach pour le développement de nouveaux permis. On apprend, par ailleurs, qu'une importante délégation de la Sonatrach s'est envolée aujourd'hui vers la Chine où elle devra tenir une série de rencontres avec les groupes publics, CNPC et SINOPEC. De nouveaux partenariats avec ces deux géants seraient sur la table des négociations.

Au moment où tout le monde s'accorde à dire que l'investissement dans le secteur des hydrocarbures n'est plus attractif, la sortie simultanée des compagnies asiatiques a contrecarré les receleurs de cette idée et a démontré qu'il existe un réel intérêt pour l'Amont algérien.

Le président de la compagnie indonésienne a d'ailleurs indiqué qu'il compte se rendre en Algérie début de l'année, pour développer un nouveau partenariat avec la Sonatrach, sans pour autant indiquer le permis sur lequel il compte établir un partenariat avec le groupe public algérien.

Pour rappel, Pertamina a investi, en 2013, le montant de 1,75 milliard de dollars pour l'acquisition de l'ensemble des participations en Algérie de la compagnie américaine ConcoPPhillips.

Celle-ci détenait des intérêts sur le bloc 405a, qui comprend les joyaux de la couronne, à savoir Menzel Lejmat Nord (MLN), Ourhoud et El MerK. Pertamina est ainsi devenue détentrice de 3,7 % de participations sur les champs MLN et Ourhoud et 16,9% sur El Merk. Cette première expérience de la compagnie indonésienne en Algérie a ouvert l'appétit pour développer d'autres activités dans le pays. Il faut noter qu'à lui seul, le champ d'El Merk produit 150 mille barils de pétrole par jour, soit le dixième de la production nationale. Ajoutez à cela une production de 10 mille barils de condensat qui fait de lui l'un des champs les plus productifs de la Sonatrach en association avec les compagnies étrangères.

Photo : DR

Il y a un réel intérêt pour le secteur des hydrocarbures.

Pour sa part, le groupe public vietnamien PVEP opère sur les blocs 433a et 416b de Bir Sbaa avec une production quotidienne de 20 mille barils par jour. Cette production devrait atteindre un plateau de 40 barils au terme du plan de développement élaboré avec la Sonatrach et l'autre partenaire thaïlandais, PTTEP.

Au-delà de l'investissement dans l'exploitation des hydrocarbures, la compagnie vietnamienne a consenti un effort dans les services. Il y a quelques mois, elle a introduit en Algérie un appareil de forage fabriqué au Viêtnam, par le biais duquel elle a cassé les prix des services de forage. Les tarifs de location des rigs sont passés ainsi de 32 mille dollars à seulement 28 mille par jour, réduisant ainsi les coûts de la production.

Le retour en puissance des Chinois

La délégation de la Sonatrach devra se rendre au cours de cette semaine sur des installations de la compagnie publique chinoise CNPC qui a développé de nouvelles technologies d'extraction des hydrocarbures. Les Algériens seront les premiers étrangers à découvrir les secrets de ce process qui augmente sensiblement le taux de récupération du pétrole. Les membres de la délégation algérienne auront également l'occasion de découvrir l'industrie destinée aux activités pétrolières développées par une filiale de CNPC.

Le même programme est également prévu par la seconde compagnie chinoise, Sinopec qui, outre l'activité d'exploration et de développement des champs d'hydrocarbures, s'est investie dans l'industrie des services et de l'outillage nécessaire à la production pétrolière.

Cette compagnie est présente en Algérie depuis avril 2003, à travers le développement du champ de Zarzaitine dans le sud-est du pays.

Le non-respect, par Sinopec, de ses engagements contractuels a provoqué un certain gel dans ses relations avec la Sonatrach. Cette visite est peut-être une occasion pour normaliser le partenariat sur Zarzaitine qui devra durer jusqu'en 2023.

Quant à la compagnie CNPC, sa présence dans l'activité d'exploration et de développement est plus récente. CNPC exploite avec la Sonatrach le champ d'El M'zaid et se trouve dans la phase d'élaboration du plan de développement de ce champ qui devrait livrer son first oil en 2017. L'association algéro-chinoise devrait produire quelque 18 mille barils par jour.

Dans ses nouveaux partenariats avec CNPC, la Sonatrach devrait éviter de tomber dans des mauvaises expériences telles que la raffinerie de Sbaa (Adrar). Celle-ci a été confiée à CNPC en 2004 pour le traitement production de 12 mille barils de pétrole par jour. Mais l'association n'a pas atteint les objectifs assignés et la Sonatrach a dû racheter en 2012, les participations de CNPC sur cette raffinerie.

A noter également qu'une troisième compagnie chinoise est présente dans le secteur des hydrocarbures en Algérie depuis 2010, à travers l'association avec la Sonatrach et la compagnie PTT E&P pour l'exploitation du périmètre de Hassi Bir Rkaiz au sud-est de Touggourt (blocs 443a-424a-414 ext-415 ext).

Ce permis est toujours dans sa phase de recherche et d'exploration qui devrait définir, en 2017, le potentiel existant dans cette zone.

Ce redéploiement de la Sonatrach sur la scène internationale pour le développement de nouveaux partenariats avec les compagnies asiatiques, devrait attirer plus d'investissement de la part de ces dernières et équilibrer les relations du groupe public algérien avec ses partenaires européens tels que BP, ENI, Total, Repsol ou encore Shell et Statoil.

D'ailleurs, les rencontres tenues avec BP et ENI ont permis, de l'aveu même de ces derniers, la résolution de plusieurs litiges qui ont influé négativement sur la production au cours des dernières années.

Mokhtar Benzaki

LE JOURNAL *EL-MUNDO* RÉVÈLE UNE GRAVE AFFAIRE DE CORRUPTION

L'Algérienne des eaux éclaboussée par un scandale

L'Algérienne des eaux fait, depuis jeudi, l'objet d'une grave accusation de corruption dans laquelle sont impliqués de hauts responsables espagnols. L'affaire a été révélée par le journal* El-Mundo *qui rapporte avec force détails les éléments de ce qui s'apparente à un véritable scandale.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ce scandale a été mis au jour par un ancien associé de la société Voltar Lassen, appartenant à un député du Parti populaire espagnol représentant la droite espagnole, et l'actuel ambassadeur d'Espagne en Inde. L'associé en question, Cristobal Tomé, indique qu'il se trouvait en Algérie au moment où il a été chargé de verser de l'argent aux membres de la famille des responsables de l'Algérienne des eaux (ADE) pour l'obtention d'un contrat de construction et de montage d'une canalisation pour le projet d'une station de dessalement d'eau de mer dans la région de Souk Tleta, à Tlemcen. Toutes ces informations sont contenues dans deux lettres déposées au service espagnol de lutte contre la corruption. Selon le journal *El Mundo*, largement repris par des sites électroniques algériens, Cristobal Tomé qui a passé trente ans en Algérie, avoue avoir procédé lui-même à des versements destinés aux familles de l'ADE dans le but d'une obtention plus rapide du contrat. L'argent était acheminé via Western Union vers la France.

A cette époque (les lettres décrivent apparemment des faits qui se seraient déroulés en 2012) une partie de l'argent, toujours destiné aux membres de la famille des dirigeants de l'ADE, tardait à arriver. Selon ses propres déclarations à *El-Mundo*, ce retard risquait de compromettre ses rapports avec ses interlocuteurs algériens et en particulier ses «futures relations avec l'oncle» qui, rapporte la même source, pourrait être le directeur général de la société algérienne. Pour hâter la procédure, il écrit une seconde lettre dans laquelle il relate que «le neveu d'un des responsables de l'ADE est hospitalisé à Paris et se trouve dans l'attente du versement de la somme de 10 000 euros».

Cristobal Tomé confie au journal espagnol qu'il «fallait payer afin de faciliter l'obtention de contrats». Sûr de lui, il affirme être en mesure de «remettre», dévoiler en fait, toutes les preuves des avances qu'il lui-même a versées en vue de l'obtention du contrat de construction de la station de dessalement de Tlemcen. Et c'est là que nous apprenons d'autre part que l'actuel ambassadeur d'Espagne en Inde, Gustavo De Aristegui, et le député du Parti populaire espagnol Pedro Gomez De La Serna sont de leur côté soupçonnés d'avoir touché des commissions s'élevant à plusieurs millions d'euros suite à l'obtention de contrats en Afrique et en Amérique Latine.

Une commission de 1% leur aurait été ainsi versée après l'obtention du contrat, s'élevant à 250 millions d'euros, avec l'Algérienne des eaux. Ce n'est pas tout, l'ancien associé de Voltar Lassen affirme d'autre part que le groupe pour lequel il travaillait a pu également obtenir un contrat relatif à la construction de la première ligne de tramay de Ouargla en 2013 pour un montant de 230 millions d'euros.

Selon *El-Mundo*, l'ambassadeur et le député espagnol auraient au total touché mensuellement 15 000 euros et 737 000 euros de commission pour les contrats de Tlemcen et de Ouargla. Très peu de détails ont été fournis au sujet de contrat relatif à la construction de la ligne de métro dans cette wilaya du Sud algérien mais les informations révélées laissent planer le doute sur l'implication d'une autre société espagnole, Elecnor, dans des affaires de pots-de-vin avec des entreprises algériennes.

Le nom de la societé Elecnor est cité dans l'affaire de l'Algérienne des eaux par Cristobal Tomé puisqu'il affirme avoir sollicité de cette dernière le versement d'une partie du «paiement» au «neveu hospitalisé» de l'un des responsables de l'ADE. Elecnor avait cependant refusé de payer après avoir pourtant promis de le faire dans un premier temps.

Acculés par l'opinion espagnole très sensibles aux scandales de corruption de ce genre, les mis en cause ont tenté de se défendre en niant les faits. Selon *El-Mundo*, le député de droite affirme être l'objet d'une cabale menée par son ancien associé contre lequel il aurait déjà déposé plainte pour «menaces et extorsions». L'ambassadeur espagnol en Inde semble avoir de son côté décidé de ne pas s'exprimer sur l'affaire en indiquant uniquement avoir «cédé la gestion de ses affaires à son fils». A-t-il préféré garder le silence en raison de la sensibilité du poste qu'il occupe ? Sa position soulève cependant d'ores et déjà de nombreuses interrogations. Côté algérien, aucune réaction ne s'est fait entendre pour le moment en dépit de la gravité des faits reprochés au responsables de l'Algérienne des eaux. Affaire à suivre.

A. C.